

## **PROJET**

**“Renforcer la capacité des États membres de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et politiques en faveur de villes inclusives et durables en Afrique ”**

### **COMPTE POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(neuvième tranche – 1415BB)**

#### **ATELIER DE VALIDATION DE L'ÉTUDE DE CAS SUR L'INTÉGRATION DE L'URBANISATION DANS LE PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN**

**NOTE CONCEPTUELLE**

**Yaoundé (Cameroun)**

**16 mai 2016**

---

## 1. Introduction

---

1. En 2014, suite à une demande soumise au titre de la neuvième tranche du Compte de développement<sup>1</sup>, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a obtenu le financement d'un projet visant à « Renforcer les capacités des États membres de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et politiques en faveur de villes inclusives et durables en Afrique ».

2. Le choix du projet a été inspiré par le thème de la neuvième tranche – Appui aux États membres dans la conception et l'application de stratégies et de politiques en vue d'un développement durable, équitable et inclusif – ainsi que par les défis auxquels sont confrontées les villes et l'urbanisation africaines d'aujourd'hui. En effet, bien que les villes aient été associées à une amélioration du développement humain, des revenus et des niveaux de vie, elles sont pour la plupart en Afrique confrontées à une pauvreté et à des inégalités considérables en termes d'accès au logement, aux services, au transport, aux possibilités d'emploi, à l'espace public et aux processus décisionnels. À ce jour, si quelques pays ont pris des mesures pour transformer l'urbanisation en source de richesses, par la mise en valeur de ses avantages socioéconomiques ainsi que par la gestion et la réduction de ses externalités négatives, les politiques du continent en la matière sont restées timides, fragmentées et inadaptées. De nombreuses contraintes ont entravé l'action publique, en particulier le peu de conscience du rôle que les villes pourraient jouer dans le développement national et l'insuffisance des capacités de formulation et d'application de politiques et stratégies visant à mettre les villes au service de la transformation structurelle inclusive et durable de l'Afrique.

3. Un élément en particulier qui n'a pas encore été apprécié à sa juste valeur est le rôle de l'urbanisation dans la transformation structurelle de l'Afrique en tant que priorité absolue du développement inclusif et durable du continent. L'urbanisation est une occasion unique d'accélérer cette transformation structurelle comme le démontre ce qui se passe dans le monde entier, à savoir que le fait de relier entre eux le développement national et le développement urbain donne lieu à des interactions ou « retombées » positives qui améliorent la croissance économique, la productivité, le bien-être et renforcent l'État. Il est de plus en plus reconnu que les nombreuses possibilités résultant de l'urbanisation pourraient servir de base à la transformation d'autres sphères du développement national, notamment dans le cadre de l'Agenda 2063, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du processus préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable.

4. Pour réaliser le potentiel du phénomène urbain, une approche plus coordonnée s'impose, qui permette d'intégrer l'urbanisation dans les cadres nationaux de planification du développement et de la relier aux objectifs globaux de croissance, de diversification économique, de compétitivité, d'industrialisation, de développement agricole, d'innovation, de commerce, de création d'emplois et de développement humain. Il est par conséquent nécessaire de mettre en place des politiques intersectorielles visant à tirer parti de l'urbanisation, notamment par la coordination entre les ministères ou organismes publics chargés de la planification nationale du développement, du développement urbain, du logement, de l'industrie, des finances, de l'agriculture, de l'infrastructure et de la statistique.

---

<sup>1</sup> Le Compte de développement est un mécanisme mis en place par l'Assemblée générale des Nations Unies pour financer des projets de renforcement des capacités des entités économiques et sociales de l'ONU. Chaque tranche de financement est allouée en fonction d'un thème spécifique.

5. L'objectif principal du projet est donc de renforcer les capacités dont les décideurs et les experts africains ont besoin pour concevoir, reformuler et appliquer efficacement des stratégies et politiques en faveur de villes inclusives et durables ; l'accent été mis initialement sur cinq pays, à savoir Cabo Verde, le Cameroun, le Maroc, l'Ouganda et la Zambie. Le projet entend faciliter l'action des États membres visant à mettre en œuvre et à assurer le suivi du nouveau Programme à l'horizon 2030, et plus précisément son objectif 11, qui consiste à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».<sup>2</sup>

6. Fort de l'expertise de la CEA et de son mandat relatif à l'urbanisation dans le cadre de la transformation structurelle, ainsi que de l'expertise d'ONU-Habitat dans le domaine de l'urbanisation durable, le projet entend améliorer les connaissances et les capacités dont disposent les décideurs et autres parties prenantes des pays concernés pour intégrer l'urbanisation dans les processus et cadres nationaux de planification du développement. Il s'appuiera ce faisant sur des exemples de bonnes pratiques provenant d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

7. La diffusion initiale du projet a débuté en juin 2016 par la tenue de son atelier introductif [Addis-Abeba (Éthiopie), 1-2 juin 2016]. À cette occasion, les experts nationaux ont formulé plusieurs recommandations : a) prévoir le lancement du projet à l'échelon national; b) adopter une approche intersectorielle pour la mise en œuvre du projet en confiant sa coordination au ministère ou à l'organisme public responsable de la planification nationale du développement; c) établir des équipes nationales intersectorielles chargées de la mise en œuvre du projet; d) adopter des plans nationaux de mise en œuvre du projet qui tiendront compte des spécificités de chaque pays. La CEA fournira un appui financier et technique aux équipes nationales désignées.

8. En suite à ces recommandations, des ateliers de lancement ont été organisés en 2016 dans les pays sélectionnés. Au Cameroun, l'atelier de lancement a eu lieu les 7 et 8 novembre 2016 et a été le début d'une série d'activités qui doivent être entreprises au niveau national dans le cadre du projet intitulé « Renforcer les capacités des États membres en vue de la conception et de l'application de stratégies et politiques en faveur de villes inclusives et durables en Afrique ». À l'issue de cet atelier de lancement, une équipe nationale intersectorielle de mise en œuvre a été mise en place et un plan national de mise en œuvre du projet a été adopté.

9. Figure au nombre des activités qui doivent être entreprises dans le cadre du plan national de mise en œuvre du projet une étude de cas sur l'intégration de l'urbanisation dans le plan national de développement du Cameroun. C'est à cette fin qu'un consultant, recruté en consultation avec l'équipe nationale intersectorielle, a préparé une étude de cas qui doit être validée lors d'un atelier qui doit se tenir le 16 mai 2017.

## **2. Objectifs de l'atelier national de validation au CAMEROUN**

---

10. Le principal objectif de l'atelier de validation est de consolider les documents de preuve, l'analyse et les recommandations de l'étude sur le cas du Cameroun. L'atelier a plus précisément les buts suivants :

---

<sup>2</sup> Assemblée générale des Nations Unies (2015), « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

- 1) Présenter les principaux résultats de l'étude de cas aux hauts fonctionnaires des ministères et organismes concernés, ainsi qu'aux autres parties intéressées (partenaires du développement, autorités locales, organisations de la société civile, universitaires et représentants du secteur privé) ;
- 2) Recueillir les observations des participants et répondre à leurs préoccupations et questions éventuelles ;
- 3) Adopter l'étude de cas comme référence pour le rapport final et l'élaboration de la méthodologie.

### 3. Programme de travail provisoire

---

<b>MARDI 16 MAI 2017</b>	
08 h 30 – 09 h 00	Inscription des participants
09 h 00 – 09 h 30	Ouverture de l'atelier Allocutions de bienvenue par : Un représentant du Ministère camerounais de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire Un représentant de la CEA
09 h 30 – 10 h 30	Présentation du projet (responsables de l'équipe camerounaise de mise en œuvre et de la CEA)
	Questions et réponses
10 h 30 – 10 h 45	<i>Pause</i>
10 h 45 – 12 h 30	Présentation de la méthode de réalisation de l'étude de cas (consultant international)
	Questions et réponses
12 h 30 – 13 h 30	<i>Déjeuner</i>
13 h 30 – 14 h 30	Présentation de l'étude de cas/ CAMEROUN
14 h 30 – 15 h 30	Questions et réponses
15 h 30 – 16 h 00	Clôture (responsable de l'équipe camerounaise de mise en œuvre)

### 4. Participants (une trentaine de personnes)

---

- Tous les membres de l'équipe camerounaise de mise en œuvre devraient participer à l'atelier.
- Des hauts fonctionnaires (au moins au rang de directeur) des organismes publics qui participent au projet devraient être présents.
- Des représentants du système des Nations Unies et des partenaires de développement pourraient aussi être invités.
- Les organisations d'autorités locales camerounaises.
- Les organisations de la société civile qui travaillent sur des questions urbaines.
- Des universitaires.
- Des organisations du secteur privé.